

Synthèses des points clefs discutés pendant les Webinars Digitalisation en français

22 et 24 septembre 2020

Q1. Vous êtes actuellement dans la programmation du prochain cycle de coopération, selon vous que faut-il mettre en place pour que les aspects numériques soient efficacement et utilement considérés et mis en œuvre?

Les DUE ont bien conscience qu'il est nécessaire d'intégrer le numérique à leur programmation et que, de ce point de vue, la demande des bénéficiaires/pays partenaires est très grande. Toutefois, leur niveau de maturité/avancement sur cette réflexion est encore très peu avancée.

Barrières:

Externes:

- **Niveau de développement du pays** : Certains pays sont plus en retard que d'autres, et les besoins « essentiels » sont si criants qu'il est difficile de focaliser les interventions sur la digitalisation, comme une priorité.
- **Contraintes structurelles liées au niveau faible de développement** : Il existe des contraintes structurelles dans les pays, telles que le manque d'accès à l'électricité, le faible taux de couverture des infrastructures de télécommunication, dans certains cas des situations de monopole dans les télécoms ou encore un faible taux d'alphabétisation. Ces contraintes freinent la mise en œuvre des projets numériques. *Mais faut-il pour autant ne pas essayer ? comment ne pas agrandir la fracture numérique ? quel est le rôle de l'EU pour pallier cette fracture ?*
- **Absence de cadre stratégique national** : Certains pays n'ont pas de stratégie à moyen et long terme dans ce domaine.
- **Gouvernance ?**: La corruption est un problème endémique qui crée des résistances à l'encontre de moyens numériques qui accroissent la transparence et la responsabilité des administrations et des décideurs.
- **Présence d'autres acteurs (plus) importants** : Il est difficile de combattre l'influence d'acteurs extérieurs, tels que la Chine et Russie qui a des moyens d'investissement et de financement que l'Europe ou ses entreprises n'ont pas.

Internes:

- **Manque de connaissance et d'information au niveau des EUDEL** :
 - Sur le numérique, il existe un écart entre le niveau de priorité ainsi que d'information entre la direction centrale et les délégations.
 - Les DUE manquent clairement de ressources et d'expertise sur le numérique.
- **Instruments intéressants existent mais sont-ils connus ? adaptés ?** : Les nouveaux outils de financement du PIE comme les garanties sont quasi impossibles à mettre en œuvre, en particulier dans les pays les plus pauvres, faute d'appétit des institutions financières, de communication de l'UE sur le sujet, d'expertise d'ingénierie financière dans les DUE. Le fait que ces outils soient en cours d'évaluation et que nouveaux outils de financement soient à l'étude ne rassure guère car chaque fois c'est un nouvel apprentissage à faire avant même d'avoir réussi à mettre en œuvre la solution précédente.

- **Bureaucratie interne lourde** : la bureaucratie interne à l'EU freine l'enthousiasme et la faisabilité de certains projets .

Besoins:

- Il existe un besoin réel de comprendre l'écosystème numérique dans chaque pays, afin de voir comment l'UE peut mettre en avant sa valeur ajoutée.
 - Solution proposée: recrutement d'assistance technique pour établir des diagnostics sur le numérique dans chaque pays. De plus, ces diagnostics permettraient de comprendre l'état de maturité numérique de chaque pays, afin de voir quels sont les domaines d'actions à privilégier car objectivement les pays qui sont très mal dotés en infrastructures de télécommunication (et d'énergie), ne peuvent pas avancer au même rythme sur les usages numériques que ceux dont l'infrastructure est plus avancée.
- Besoin d'une planification coordonnée entre l'UE et ses États Membres, afin de ne pas rater le train du numérique dans les pays (« il faut être partenaire de la révolution numérique qui se passe avec ou sans l'EU »).
 - Solution proposée: D4D Hub: cette plateforme permettrait un échange et une collaboration entre l'UE et ses États Membres, car ces derniers mettent déjà des projets en œuvre sur le numérique.
 - Les EUMS sont aussi plus agiles et souvent mieux outillés que les EUDEL, donc encourager des initiatives avec ces états membres (TEAM EUROPE INITIATIVE souvent cité comme une belle initiative)
- Besoin développer une expertise et une culture numérique interne.
 - Solution proposée: proposer des formations sur le numérique, partager les best practices et success stories (e.g. Copernicus), pour pouvoir établir une stratégie dans le futur, sans se précipiter. Partager plus d'information, mieux communiquer entre EUDEL, et entre DEVCO et EUDEL.
- Besoin d'instaurer un dialogue soutenu et pérenne avec autorités pertinentes de chaque pays afin que le numérique soit reconnu comme une priorité par le gouvernement et qu'on puisse trouver des domaines d'action et/ou des projets qui soient à la fois dans l'intérêt du pays et conforme à la stratégie et les valeurs de l'UE.
- Besoin d'outils de financement et de procédés agiles (et compréhensibles) –au moins faire passer l'information sur les outils existants avec une explication de comment ils fonctionnent– : pour s'adapter aux besoins qui évoluent vite, le contexte changeant, pour devenir attrayant pour le secteur privé, pour ne pas être « en retard »...

Q2a. Quelle est, selon vous, la plus grande valeur ajoutée de DEVCO dans votre région dans le domaine de la digitalisation ?

Valeur ajoutée de DEVCO dans la digitalisation:

- Approche centrée sur l'humain et modèle en termes de régulation et d'harmonisation, ex. : la régulation sur la protection des données
 - Cependant, il existe parfois un doute sur l'intérêt des pays partenaires (moins d'intérêt sur la gouvernance que des interventions dans l'infrastructure, ou encore l'entrepreneuriat).
 - Réel défi sécuritaire « les Etats africains n'ont pas les compétences de résister à l'influence/pression de la Chine » (entre autres en ce qui concerne la gestion des données, technique de surveillance, etc.)
- Image de neutralité a contrario de la Chine ou des USA qui seraient plus guidés par leurs intérêts immédiats.
- Capacité d'intervenir à différents niveaux en même temps : régional et sous-régional
 - Exemple de Djibouti, où le secteur a approché la délégation pour établir un corridor pour faire un tracking de marchandise digitale avec l'Ethiopie ;
 - Projets avec les CER et l'UA.
- Différents instruments financiers qui peuvent répondre à différents besoins
 - Cependant la digitalisation va très vite, et ces outils ne s'adaptent pas suffisamment vite (bureaucratie européenne en décalage avec la rapidité du numérique).

Q2b. Selon vous, avec quels acteurs votre délégation devrait-elle s'associer dans le cadre de futurs projets numériques ?

Acteurs potentiels pour une future coopération dans la digitalisation:

- Agences de développement des États Membres : disposent des moyens/outils plus flexibles et plus faciles à déployer (exemples présents dans l'alphabétisation numérique et l'entrepreneuriat)
- Secteur privé: complémentée avec une approche UE et les Etats Membres, le secteur privé pourrait notamment permettre d'investir dans les zones en retard afin de réduire la fracture numérique – *comment concilier la logique de rentabilité du privé et l'approche inclusive d'un bailleur (leave no one behind) ?*
- Banque Africaine de Développement: a lancé une étude sur la eGovernance avec comme base le modèle estonien.
- Ministères nationaux : au niveau institutionnel - gouvernance
- DG Connect
- Diaspora africaine: il existe une enthousiasme en termes de création de start-ups dans le numérique
- Associations professionnelles représentant le secteur privé (télécoms, SSII etc.)
- Incubateurs de start-ups

Q3. Parmi les recommandations énumérées dans la présentation, laquelle ou lesquelles identifieriez-vous comme une priorité pour votre délégation ?

Notez un conseil que vous auriez pour DEVCO pour alimenter la stratégie (et sa mise en œuvre) de coopération actuelle et future sur la digitalisation

Ressources - capital humain:

Union Européenne:

- L'UE doit trouver un moyen de se réappropriier les moyens numérique (e.g. ne pas continuer à utiliser des moyens étrangers), pour ensuite les mettre au service de d'Afrique.
 - Besoin de développer une culture numérique pour la société européenne, ce qui permettrait de renforcer le secteur numérique au sein de l'Europe, pour ensuite pouvoir proposer des solutions numériques européennes dans les autres régions du monde.
- Adapter les outils de financements au monde du numérique (cf. ci-dessus Q1, besoin également).
 - Afin de stimuler le développement d'entrepreneurs dans le numérique.

DEVCO et Délégations:

- Développer une culture et une expertise en interne au niveau du digital, par des formations et l'échange de best practices et de success stories en termes de numérique, pour les différentes régions et différents secteurs.
- Former les délégations à l'utilisation des nouveaux instruments de financement, qui peuvent être utilisés pour des projets numériques.
- S'assurer que la digitalisation soit bien incluse dans les guidelines de programmation (thème transversale ?).
- Former nos partenaires au numérique et à ses enjeux (afin que ce ne se réduise pas à demander des tablettes et des ordinateurs). Il faut éveiller les consciences que c'est un défi important et que l'Europe peut jouer un rôle de régulateur mais aussi de partenaire.
- Mieux gérer nos données sur les projets (de façon digitale) – une façon de faire valoir ce que nous avons fait, ce que nous faisons et allons faire.
- Besoin de prioriser nos chantiers numériques.
- Etre en mesure de rédiger des bons TdR pour nos demandes au secteur privé. (une façon d'opérationnaliser le digital)

Ressources - pour l'implémentation de projets:

1. Établir des diagnostics sur le numérique dans les pays afin de mieux cibler les priorités, et voir comment le numérique et l'UE peuvent contribuer à ces priorités (en cours au Mali et à Madagascar par exemple, mais comment concrètement arriver à mettre les recommandations en œuvre).
2. Renforcer les liens avec les agences de développement des autres États Membres, afin d'apprendre de leurs expériences dans le numérique dans les pays.
3. Analyser comment l'UE peut mettre en exergue sa valeur ajoutée comparée aux autres acteurs présents dans le numérique, à différents niveaux régionaux et sectoriels.
4. S'assurer que les projets numériques soient en adéquation avec le Green Deal, afin de ne pas aggraver les coûts du numérique en termes d'empreinte carbone. Se poser la question maintenant est important.